

28.05.2026

Action de protestation du BDM et de l'EMB à l'occasion de la Journée mondiale du lait 2026

Action de lait - protestation contre la dévalorisation politiquement acceptée des denrées alimentaires

Date : dimanche 31 mai, 12h00

Lieu : terrain situé en face de la ferme *Habbena*, Schoonorth Str. 10, 26736 Krummhörn/Frise orientale, Allemagne

Le contexte :

Lors de la Journée mondiale du lait (1er juin), la valeur du lait est célébrée. En même temps, de nombreuses fermes vivent chaque jour la destruction économique de cette valeur.

Une action forte visuellement :

Environ 20 tracteurs seront alignés avec un message politique commun puis pulvériseront simultanément du lait à grande échelle sur un champ à Krummhörn, en Frise orientale. Une manifestation avec la participation d'éleveurs laitiers européens aura ensuite lieu.

Le message :

Le véritable gaspillage n'a pas lieu ce jour-là – il se produit chaque jour dans un marché qui dévalorise systématiquement des aliments de grande qualité.

Le contexte général :

La crise actuelle du lait, avec des milliards de pertes pour les producteurs laitiers, n'est ni un hasard ni le résultat d'échecs individuels d'exploitations. Elle est le résultat de décisions politiques – et de l'inaction politique.

La solution proposée à cette crise ? La responsabilité est reportée sur les producteurs eux-mêmes. La réponse politique est souvent : « Produisez simplement moins. » Pourtant, cette exigence ignore totalement la réalité économique des fermes. Aucune ferme ne peut se permettre de mettre en danger sa propre survie économique. Les fermes laitières travaillent dans un système dans lequel elles peuvent à peine répercuter l'augmentation des coûts. Les coûts de l'énergie, de l'alimentation animale, des machines, des constructions et des réglementations augmentent – alors que le prix du lait payé aux producteurs est largement déterminé par les laiteries, la grande distribution et le marché mondial. Les fermes individuelles ne disposent pratiquement d'aucun pouvoir de marché. Ainsi, de nombreuses fermes n'ont plus que deux possibilités pour survivre économiquement : réduire les coûts et produire davantage.

C'est précisément ainsi que naît la dynamique destructrice du marché laitier : lorsque les prix baissent et que les coûts augmentent, de nombreuses fermes augmentent leur production afin de couvrir leurs coûts fixes. Mais ces volumes supplémentaires font encore davantage baisser les prix. Il en résulte un cercle vicieux de surproduction, de pression sur les prix et de lutte croissante pour la survie.

Une ferme laitière individuelle ne peut pas résoudre seule cette crise. Si une ferme réduit volontairement sa production, cela n'a pratiquement aucun effet sur le marché global. Les volumes libérés sont immédiatement compensés par d'autres producteurs. Le prix ne change pas – mais l'exploitation concernée perd des revenus et de la substance économique. C'est précisément pour cette raison que l'argument politique permanent « Produisez simplement moins » est totalement déconnecté de la réalité. Aucune ferme ne peut se permettre de se sacrifier seule pour un marché qui ne changerait absolument pas pour autant. La conséquence : chaque ferme tente individuellement de survivre économiquement. Mais ce comportement individuel aggrave collectivement encore davantage la crise.

Il ne s'agit pas d'un échec moral des agriculteurs. C'est la logique d'un marché libre dans lequel la position des producteurs est extrêmement faible. Les crises du marché laitier ne peuvent donc pas être résolues individuellement. Elles nécessitent une approche collective et politiquement organisée. Ce n'est que si les volumes sont réduits de manière temporaire et

coordonnée qu'un réel soulagement du marché peut être obtenu – sans que certaines fermes aient à supporter seules toute la charge.

C'est précisément pour cela qu'il existe des instruments de crise tels que les programmes de réduction volontaire de la production déjà prévus au niveau européen, ainsi que des instruments de marché permettant d'améliorer la position des producteurs. Mais au lieu d'utiliser systématiquement ces instruments ou de les renforcer dans l'intérêt des producteurs, les responsables politiques renvoient « au marché » et rejettent la responsabilité sur les agriculteurs eux-mêmes. La crise laitière n'est donc pas simplement le résultat d'une « production trop élevée ». Elle est le résultat de conditions-cadres politiques qui empêchent les solutions collectives et donnent systématiquement la priorité aux intérêts de l'industrie agroalimentaire à la recherche de matières premières bon marché.

Notre protestation vise des conditions-cadres politiques qui – et pas seulement dans le secteur laitier :

- favorisent la surproduction,
- aggravent les crises,
- exercent une pression toujours plus forte sur les animaux, les fermes et les zones rurales.

Les responsables politiques pourraient agir – mais ils ne le veulent pas. C'est précisément ce que nous voulons dénoncer.

Nos revendications :

- Activation de la réduction volontaire de la production au niveau européen - réduction des volumes non demandés afin de stabiliser immédiatement le marché laitier
- Contrats obligatoires avant livraison : accords clairs sur le prix, les volumes, la qualité et la durée avant la livraison – plus aucune livraison à l'aveugle
- Véritables réformes de la Politique agricole commune (PAC) et de l'Organisation commune des marchés (OCM)

Contacts presse - BDM :

Hans Foldenauer, porte-parole du BDM : +49 170-56 380 56/ presse@bdm-verband.de

Peter Habbena, responsable régional BDM Basse-Saxe : +49 170-9307418

Contact presse - EMB :

Silvia Däberitz, directrice : office@europeanmilkboard.org

[<<< back](#)